

Politique de la francophonie et réflexion sur la culture

Yves Michaud

Professeur à l'Université de Rouen

Président de l'Université de tous les savoirs

Il est peu contestable que la langue française est en recul. Pas seulement au niveau des activités touristiques déjà tellement importantes démographiquement et économiquement. Les publications scientifiques se font pour l'essentiel en anglais et les chercheurs savent bien que leurs productions n'ont de chance d'être prises en considération que si elles apparaissent en anglais. L'arrivée en masses considérables de nouveaux acteurs dans la mondialisation, notamment en provenance de l'Inde (déjà anglophone) et de la Chine, renforce encore cette tendance. A quoi il faut ajouter que les pays traditionnellement francophones ne sont ni des pays riches ni des pays puissants, puisqu'ils sont majoritairement situés en Afrique.

En tant que responsable de l'Université de tous les savoirs qui organise des conférences exclusivement en Français, j'ai pu constater la raréfaction progressive des conférenciers francophones. Si dans les anciennes générations éduquées dans l'Europe de la grande culture, on trouvait des personnalités comme Hobsbawm, Kolakowski, Bauman ou Gombrich parlant un français parfait, au fur et à mesure que l'on se tourne vers les générations plus récentes ou nouvelles, les conférenciers francophones se font rares voire inexistantes.

L'intéressant à noter est que ce déclin de la langue française se produit dans une situation qui n'est nullement figée et qui ne doit donc pas être caricaturée. Il n'est pas certain que le « tout anglais » ou le tout « globish » soit une réalité très durable. On voit en effet se développer de manière galopante l'usage de l'espagnol, sous la pression notamment de la démographie sud-américaine et du dynamisme chicano aux Etats-Unis. On constate aussi que parmi les jeunes générations d'ingénieurs, d'hommes d'affaire et d'intellectuels le sens bien compris de la mondialisation en incite plus d'un à se tourner vers les langues orientales et notamment le chinois. La chance de l'anglais pour l'avenir, en dehors de la puissance économique et militaire des pays anglo-américains et de sa prédominance déjà installée, tient probablement au potentiel de développement de pays comme l'Inde et l'Afrique du sud dont on tend à oublier en France l'importance pour s'hypnotiser sur le seul cas de la Chine.

Par rapport à cette situation plus qu'inquiétante et qui fait apparaître la plupart des discours sur la francophonie dont les hommes politiques sont coutumiers comme plus dérisoires qu'autre chose, la première question à se demander est celle des atouts qui peuvent subsister pour le français. Seul ce type de diagnostic peut constituer une base solide pour une politique de la francophonie.

Il me semble que le français représente d'abord un élément important dans la diversité culturelle à l'époque de la mondialisation. A ce titre cependant il n'est jamais qu'une langue parmi tant d'autres. A ceci près que la vitalité de la francophonie constitue un

des facteurs de la diversité culturelle, mais avec des caractéristiques très particulières, à savoir une longue et riche histoire linguistique, une tradition littéraire et culturelle tout aussi riche et le fait d'être parlé par des communautés variées et importantes. Une défense de la francophonie ne doit donc pas être un simple éloge de la diversité culturelle présumée bonne par principe (le XIX^{ème} siècle était plus circonspect quand il voyait la pluralité des langues et des cultures comme une source de violence et de guerre et cherchait à répandre des langues internationales comme l'esperanto). Cette défense doit être argumentée à partir de la richesse particulière d'une tradition, d'un patrimoine littéraire et d'une culture. Il ne s'agit donc pas d'aller faire croire au premier étudiant venu que le français lui ouvrira les portes de la mondialisation mais de rendre bien clair qu'il ouvre à une culture prestigieuse et ancienne. Il s'agit donc de ce point de vue de revenir à des arguments qu'on pourra trouver « réactionnaires » mais qui ont le mérite d'être raisonnables autant que rationnels : le français est encore une langue de haute culture ouvrant à une sensibilité, des modes de vision et un patrimoine particuliers. Je suggère par là qu'une défense de la francophonie ne doit pas chercher à rivaliser avec l'anglais sur des bases de compétition économique ou commerciale mais sur des bases culturelles assumées.

D'autre part, second argument, il faut insister sur le fait que le français offre des possibilités de relation avec un monde spécifiquement non anglo-américain. Loin de moi l'idée d'aller défendre par là quelque position polémique envers la culture anglaise et américaine, comme c'est si banalement le cas dans le discours politique majoritaire qui fait commerce d'un anti-américanisme primaire qui semble avoir pris le relais en France de l'anticommunisme du même nom. Non, il s'agit seulement de suggérer que les valeurs culturelles véhiculées par la langue française relèvent du fonds commun européen (qui se constitua largement au XVIII^{ème} siècle et au XIX^{ème} siècle sur une base francophone) et au delà, du fonds commun de l'humanisme classique que l'on retrouve dans les langues romanes comme l'italien, l'espagnol, le roumain, le portugais. La promotion de la francophonie doit assumer cette dimension européenne et humaniste, contre justement d'autres visions du monde, honorables et estimables mais foncièrement différentes, qui sont plus articulées à l'économie, au management, à l'utilité, à la technique et au divertissement. Encore une fois je n'ai rien contre une culture américaine qui s'est finalement transformée à notre insu et avec notre complicité en culture mondiale, y compris dans les pays qui détestent tout ce qui est anglo-américain, avec un succès qui devrait nous faire nous interroger sur les moyens de cette victoire. Je défends seulement l'idée qu'il y a une place spécifique pour d'autres approches valorisant d'autres aspects de l'activité humaine. Nous devons en ce sens nous assumer comme une culture spécifique et, encore une fois, une haute culture. Quels que soient les succédanés de culture et les denrées frelatées que nous dispensons aux touristes qui accourent en France au point d'en faire la première destination touristique du globe, c'est en fait cette culture qu'ils viennent y chercher ou qui fait qu'ils pensent devoir faire le voyage. Si pour le Chinois de la rue, la France n'est rien d'autre qu'un petit pays à l'Ouest connu pour son romantisme et son charme, passée la déception pour nos grands airs et grandes prétentions, il y a peut-être là tout simplement une indication précieuse.

Sur le fond de ce diagnostic, on peut se demander si nos actions en faveur de la francophonie sont ce qu'elles devraient être.

Je ne le pense pas. En particulier, il me semble que l'idée tellement ancrée dans les esprits et si profondément inscrite dans les institutions de la francophonie qu'il y a des pays francophones et d'autres qui ne le sont pas correspond à une conception statique (et en fait défensive) des rapports de force, pas à une vision dynamique des évolutions.

Il y a en effet dans tous les pays des minorités francophones existantes ou potentielles, ne serait-ce qu'en raison des phénomènes migratoires de plus en plus courants. Elles ne constituent pas des cibles de l'action en faveur de la francophonie, qui se concentre en revanche sur les pays répertoriés comme tels. C'est évident dans la politique de diffusion

satellite de la seule chaîne francophone existante, TV5, qui se concentre sur les zones francophones au lieu d'arroser plus largement des pays qui tombent en dehors de ces catégories. De même, les moyens de diffusion et d'enseignement du français et de la culture française sont concentrés dans les mêmes pays francophones, sans considération fine des publics à conquérir.

Il est aussi frappant que la politique de diffusion télévisée de la langue française ne soit pas systématiquement orientée vers le culturel, ainsi qu'en témoigne encore la politique de TV5 qui reprend souvent des séries télévisées stupides de grande diffusion sans considération des attentes culturelles réservées à une chaîne comme Arte.

En revanche, dans les pays européens développés, l'offre linguistique reste souvent cantonnée dans des instituts culturels fermés sur un public francophone traditionnel, avec un double effet de manque d'agressivité commerciale et d'enfermement dans un quasi-ghetto culturel alors qu'il vaudrait probablement mieux faire passer la diffusion culturelle directement par les institutions locales. J'ai souvent été frappé lors de mes déplacements en Europe et en Amérique latine ou centrale avoir des assistances nettement plus clairsemées dans les instituts français que dans les institutions locales. Ceci suppose que l'on regarde en face une question difficile : doit-on transmettre en français des messages culturels qui ne passent plus qu'auprès d'une infime minorité, ou bien passer par la langue locale, voire l'anglais pour communiquer la vitalité de la création et de la recherche en langue française ? Il me semble que le purisme lié à une attitude crispée et défensive apparaît vite contre-productif alors que c'est peut-être la vitalité culturelle qui peut donner envie d'aller voir de plus près ce qu'il en est au plan linguistique.

Bref, j'ai souvent le sentiment qu'à force de ne pas vouloir voir la réalité en face on poursuit des politiques largement obsolètes et crispées qui préservent momentanément un domaine qui se rétrécit comme une peau de chagrin au lieu d'adopter des politiques plus difficiles de conquête. Il me semble, par exemple, que la maladie du « tout français » sur les sites Internet officiels est largement contre-productive puisque ceux qui voudraient les consulter sans savoir le français n'ont aucun moyen de savoir à quelle sorte de site ils ont affaire, comme nous lorsque nous tombons sur un site en langue cyrillique ou en farsi.

Une politique nouvelle de la francophonie devrait donc avoir trois piliers.

Elle devrait s'appuyer d'un côté sur une promotion agressive et dynamique de la culture française en assumant la richesse patrimoniale et la tradition historique, y compris en s'appuyant pour ce faire sur d'autres langues que le français, voire sur le maudit anglo-américain.

Elle devrait ensuite s'appuyer sur des institutions de formation linguistique répondant localement aux besoins divers, aux besoins économiques quand ils existent, aux besoins culturels ailleurs, ce qui nécessite chaque fois des didactiques adaptées.

Il faudrait enfin prendre à bras le corps et en face la question de la place du français en Europe – langue culturelle de fonds de la tradition européenne au même titre que le latin, l'italien ou l'espagnol. Le problème ici est politique : tant qu'on en restera à la conception d'une Europe des Etats-nations, on verra au contraire se multiplier les exigences et revendications de pluralisme linguistique allant de pair à la fois avec les élargissements successifs et la montée des revendications régionales au sein même des Etats-nations.

Dans le marasme et l'encalminage actuels de la politique européenne, aucune réflexion sérieuse n'apparaît sur ces points mais si le processus de construction européenne doit se poursuivre, elle sera inévitable : il faudra réfléchir à ce qui constitue le fondement de l'idée européenne et si ce n'est pas une religion, ce ne peut guère être qu'une culture à

tous les sens du mot – politique, intellectuel – et des formes de sociabilité. Il faudra alors s'interroger sur la place que tiennent un certain nombre de langues dans cette culture et ces formes de sociabilité.

Le rôle des intellectuels n'est pas de se substituer aux politiques pour prendre des décisions mais de les éclairer sur la nature des situations et des enjeux. Il fait partie des devoirs de ceux qui se préoccupent de l'enseignement du français comme langue étrangère de ne pas se contenter de bien mener leur travail technique, mais aussi de se pencher sur ces questions sans *a priori* et de les prendre sérieusement en charge. Sinon on continuera sur des vieux refrains ou des idées reçues.

Le 11 octobre 2006